

Tableau de bord des offres
du haut et du très haut débit fixes
– marché de gros –

4^{ème} trimestre 2009

Tableau de bord des offres de gros du haut débit et du très haut débit fixes - les chiffres au 31 décembre 2009 -

I. Très haut débit fixe

L'ARCEP a mis en place en avril 2009 un premier tableau de bord du très haut débit fixe permettant de suivre l'état de déploiement de la fibre sur le territoire, l'utilisation des offres de gros de génie civil de France Télécom et la mise en œuvre de la mutualisation des réseaux en fibre optique jusqu'aux abonnés par l'ensemble des opérateurs.

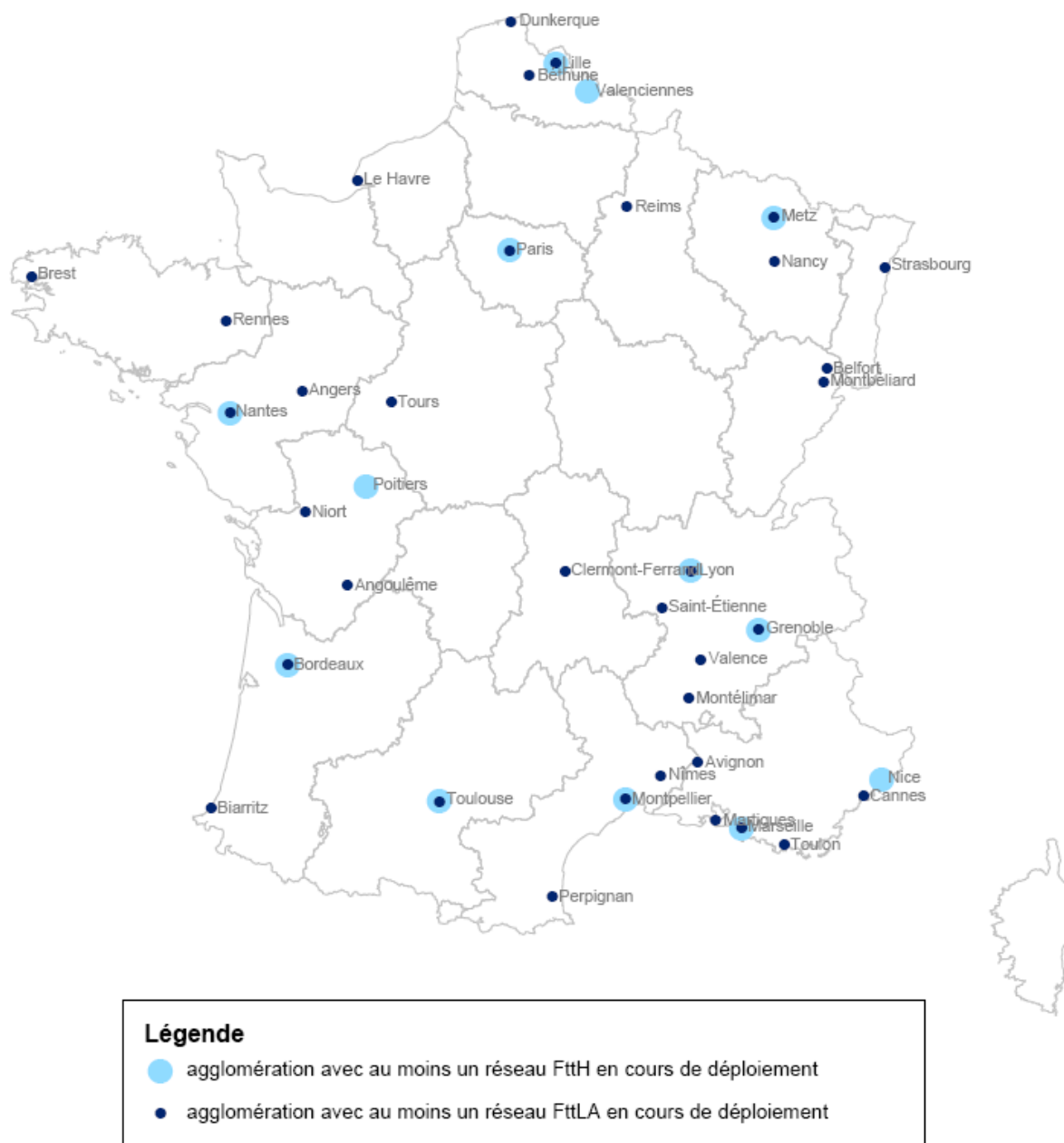
Ce tableau de bord recouvre à la fois les offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés et les offres très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial. Ces deux technologies permettent de fournir du très haut débit fixe avec des performances différentes, notamment en termes de débits remontants accessibles.

Les déploiements de fibre optique sur la partie horizontale se poursuivent

Depuis plus de deux ans, les principaux opérateurs ont engagé des déploiements en fibre optique sur la partie horizontale, c'est-à-dire située sur le domaine public. Une quarantaine d'agglomérations sont aujourd'hui concernées, avec généralement plusieurs communes par agglomération, notamment en région parisienne.

Il convient de distinguer, d'une part, la technologie FttH (Fiber to the Home), déployée notamment par France Télécom, SFR et Free, consistant au déploiement de fibre optique jusqu'à l'abonné et, d'autre part, la technologie FttLA (Fiber to the Last Amplifier), déployée par Numéricâble, consistant au remplacement par de la fibre optique d'une partie des câbles coaxiaux situés sur le domaine public, jusqu'au niveau de la partie terminale restant en câble coaxial.

La carte ci-dessous illustre l'état des déploiements de réseaux fibre optique en cours au niveau national pour les deux technologies. Au total, l'ARCEP estime que **plus de 4,5 millions de logements** se situaient à proximité d'un réseau en fibre optique au 31 décembre 2009.



Les opérateurs alternatifs ont lancé de nombreuses études dans le cadre de l'offre de gros d'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom.

Suite à la décision d'analyse de marché n° 08-0835 adoptée par l'ARCEP en juillet 2008, France Télécom propose une offre de gros d'accès à ses fourreaux de génie civil. Cette offre permet aux opérateurs alternatifs de déployer leurs propres réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné.

Les déploiements de fibre optique réalisés par les opérateurs alternatifs dans le cadre de cette offre de gros concernent à ce jour une vingtaine de communes, essentiellement en petite couronne de la région parisienne, à Lyon, Villeurbanne, Marseille et Grenoble.

À la fin de l'année 2009, l'ensemble du génie civil loué à France Télécom par les opérateurs alternatifs représentait de l'ordre de 560 km¹.

¹ Il convient de noter qu'il s'agit ici d'une mesure du linéaire de génie civil au niveau duquel se font les déploiements, et non du linéaire des câbles fibre optique déployés en tant que tels, qui était jusqu'alors mesuré

L'équipement des immeubles et des logements en fibre optique est en cours

Le nombre total d'immeubles équipés en fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH) et raccordé au réseau d'au moins un opérateur s'élève à plus de **40 000** au 31 décembre 2009, soit une progression de 11% par rapport au 30 septembre 2009.

Environ 800 000 logements se situent dans ces immeubles et sont d'ores et déjà éligibles aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH). Le nombre de logements éligibles est en progression d'environ 8% par rapport au 30 septembre 2009.

La mutualisation progresse mais reste limitée en comparaison du parc total en termes d'abonnés et de logements éligibles

Au 31 décembre 2009, le nombre d'abonnements très haut débit pour lesquels le fournisseur de services accède au réseau d'un opérateur tiers dans le cadre de la mutualisation, était de l'ordre de 350, pour environ 10 000 logements éligibles, correspondant environ à une centaine d'immeubles équipés en fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH) et raccordés par au moins deux opérateurs.

Ce chiffre demeure restreint à ce stade mais devrait croître significativement avec les déploiements mutualisés engagés en application de la décision de l'ARCEP, publiée au Journal Officiel du 17 janvier 2010, relative aux modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

Tableau récapitulatif des principales évolutions au quatrième trimestre 2009

	31 décembre 2008	31 mars 2009	30 juin 2009	30 septembre 2009	31 décembre 2009	Évolution trimestrielle
Abonnés via offre de mutualisation	50	100	200	250	350	+40%
Immeubles équipés FttH	20 000	27 000	33 000	36 000	40 000	+11%
Logements éligibles FttH	440 000	550 000	650 000	740 000	800 000	+8%

par l'Autorité dans le cadre de ce tableau de bord. En particulier un opérateur peut être amené à installer plusieurs câbles fibre optique le long d'un même tronçon de génie civil.

II. Haut débit fixe

Fin 2009, le marché des offres de gros du haut débit par DSL totalisait 9,7 millions d'accès, soit un accroissement de plus de 1,1 millions d'accès au cours de l'année écoulée.

Au 31 décembre 2009, le parc total des accès achetés sur le marché de gros à France Télécom par les opérateurs alternatifs s'élevait à 9,70 millions d'accès. Ces accès sont commercialisés par les opérateurs alternatifs sur les marchés de détail du haut débit par DSL, résidentiel et professionnel.

Le parc des accès de gros se répartit de la manière suivante* :

	dégroupage <i>offre régulée</i>	bitstream (ATM et IP régional) <i>offre régulée</i>	IP national <i>offre non régulée</i>	total
avec abonnement au service téléphonique classique	dégroupage partiel 1 309 000 accès (-14 000)	ADSL classique 588 000 accès (-64 000)	59 000 accès (-5 000)	1 956 000 accès (-83 000)
sans abonnement au service téléphonique classique	dég. total (résidentiel + pro) 6 414 000 accès (+412 000)	ADSL nu + bitstream pro (DSLÉ) 1 330 000 accès (+16 000)	X	7 744 000 accès (+428 000)
total	7 723 000 accès (+398 000)	1 918 000 accès (-48 000)	59 000 accès (-5 000)	9 700 000 accès (+345 000)

*entre parenthèses : croissance nette en volume au cours du dernier trimestre

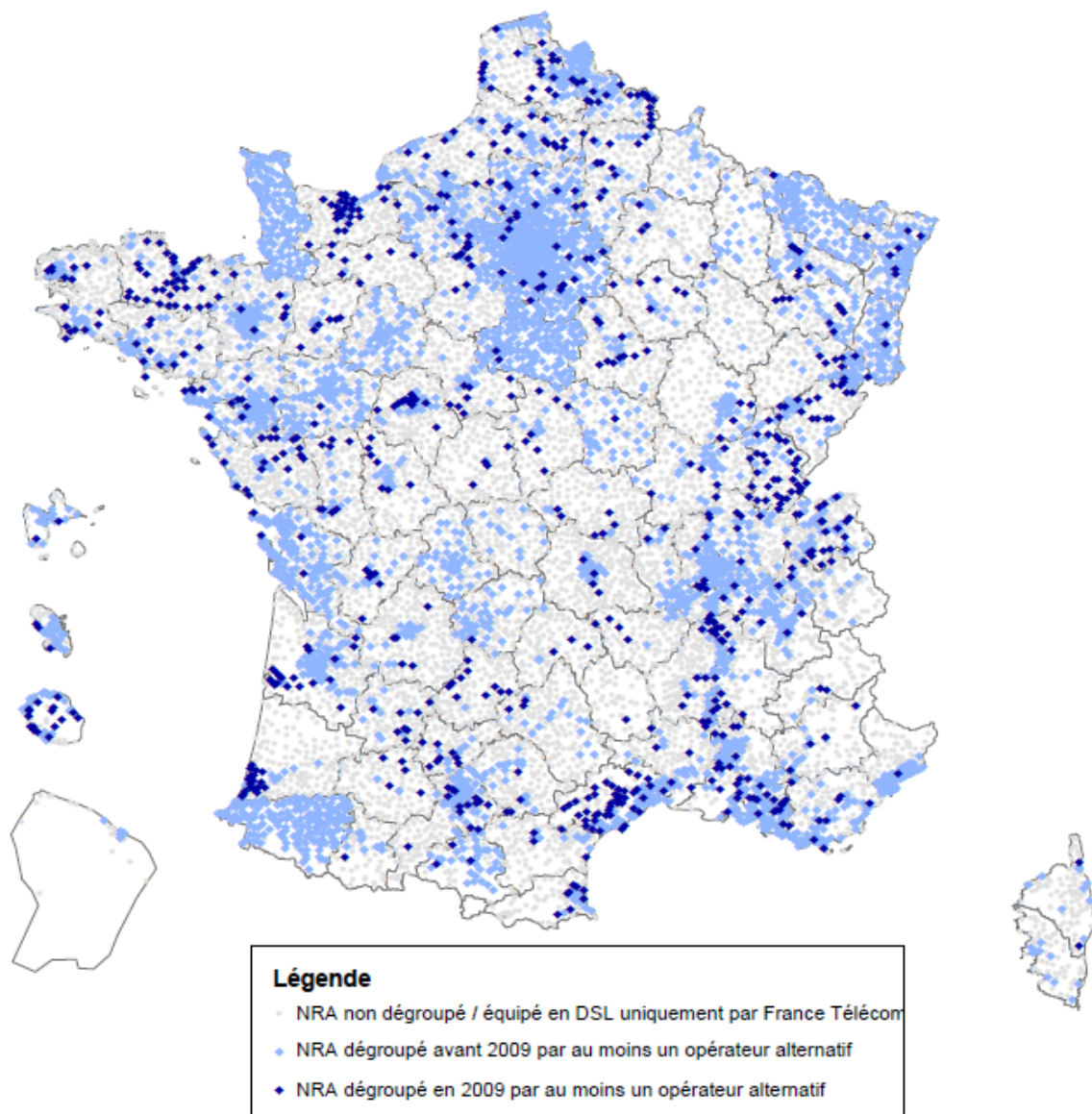
Le dégroupage total est de loin l'offre la plus souscrite sur le marché de gros du haut débit DSL, avec 6.41 millions d'accès fin 2009, soit un accroissement de près de 1,48 millions d'accès au cours de l'année écoulée. En particulier, la croissance du parc d'accès totalement dégroupés est supérieure à celle du parc total d'accès achetés sur le marché de gros du haut débit sur DSL, en raison des différentes migrations et de l'extension de la zone de couverture du dégroupage.

L'extension de la couverture en dégroupage ne faiblit pas, relayée par les réseaux d'initiative publique lancés par les collectivités locales et l'offre « LFO » (Liaison Fibre Optique) de raccordement des répartiteurs distants de France Télécom.

Au cours de l'année écoulée, ce sont ainsi près de 800 nouveaux répartiteurs qui ont été dégroupés, dont une partie importante dans le cadre de délégations de service public. Fin 2009, 4660 répartiteurs étaient dégroupés par au moins un opérateur alternatif, ce qui représentait 76% de la population.

Il est à noter que tous les départements de France métropolitaine et d'outre mer sont désormais concernés par le dégroupage.

**Couverture en haut débit par DSL par France Télécom et les opérateurs de dégroupage
au 31 décembre 2009**



Définitions

Offres très haut débit : offres de services de communications électroniques proposées sur le marché de détail et incluant un service d'accès à Internet avec un débit crête descendant supérieur à 50 Mbit/s et un débit crête remontant supérieur à 5 Mbit/s. Ces offres sont principalement de deux types :

- les offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés ou jusqu'aux immeubles ;
- les offres très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial.

Nombre de logements éligibles aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés : nombre de logements ou locaux à usage professionnel dont l'occupant éventuel peut souscrire aux offres commerciales très haut débit d'au moins un fournisseur d'accès à Internet et fondées sur la technologie FttH (Fiber to the Home). Afin d'éviter les doubles comptes, chaque opérateur déclare les logements ou locaux à usage professionnel dans les immeubles qu'il a équipés d'un câblage interne en fibre optique (au moins pour la colonne montante de l'immeuble, les raccordements au niveau du palier pour relier les logements pouvant être réalisés ultérieurement) et qui sont raccordés à un réseau de desserte en fibres optiques, à l'exclusion des bâtiments groupant uniquement des locaux à usage professionnel.

Nombre de logements éligibles aux offres très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial : nombre de logements ou locaux à usage professionnel dont l'occupant éventuel peut souscrire auprès d'au moins un fournisseur d'accès à Internet à des offres commerciales très haut débit fondées sur la technologie consistant à réutiliser la desserte intérieure des immeubles des réseaux câblés. Afin d'éviter les doubles comptes, chaque opérateur déclare les logements ou locaux à usage professionnel dans les immeubles qu'il a équipés d'un câblage interne en câble coaxial ou dont il est gestionnaire, et qui sont raccordés à un réseau de desserte en fibres optiques, à l'exclusion des bâtiments groupant uniquement des locaux à usage professionnel.

Nombre d'immeubles équipés en fibre optique et raccordés par au moins un opérateur : nombre d'immeubles dans lesquels des logements sont éligibles à des offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés (FttH). Afin d'éviter les doubles comptes, chaque opérateur déclare les immeubles qu'il a équipés d'un câblage interne en fibre optique (au moins pour le réseau structurant, les raccordements d'extrémité pour relier les logements pouvant être réalisés ultérieurement) et qui sont raccordés à un réseau de desserte en fibres optiques à l'exclusion des bâtiments groupant uniquement des locaux à usage professionnel. Il s'agit d'un nombre d'adresses et non d'un nombre d'accords signés, une convention pouvant être conclue entre un même propriétaire pour plusieurs adresses.

Nombre total d'abonnements très haut débit : nombre total d'abonnements de foyers particuliers ou de professionnels à des offres très haut débit. Il s'agit du nombre d'abonnements et non d'un nombre d'abonnés, un même foyer pouvant souscrire à plusieurs abonnements.

Nombre d'abonnements très haut débit mutualisés au point de mutualisation : nombre d'abonnements très haut débit pour lesquels le fournisseur de services accède, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, au réseau d'un opérateur tiers au point de mutualisation en application de l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques.

Nombre de logements dans des immeubles équipés en fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH) et raccordés par au moins deux opérateurs : nombre de logements éligibles aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés (cf. définition ci-avant) pour lesquels les lignes à très haut débit en fibre optique sont raccordées par au moins deux opérateurs au point de mutualisation, sur le réseau desquels les offres à très haut débit sont disponibles.

Dégroupage : Le dégroupage est une offre de gros de France Télécom régulée permettant aux opérateurs alternatifs d'avoir un accès direct à la paire de cuivre. Ils doivent pour cela avoir installé au préalable leurs propres équipements au niveau des répartiteurs de France Télécom. Ils sont alors en mesure de contrôler l'accès haut débit de bout en bout et de fournir un service différencié de celui de l'opérateur historique.

Le dégroupage existe selon deux modalités :

- le dégroupage partiel où l'abonné conserve un abonnement au service téléphonique classique
- le dégroupage total où l'abonné n'a plus d'abonnement au service téléphonique classique

Bitstream : Le bitstream est un type d'offre de gros permettant aux opérateurs alternatifs de louer des accès haut débit qui ont été activés par France Télécom. Ils doivent pour cela avoir raccordé au préalable un ou plusieurs points de livraison du réseau de France Télécom. Ils sont alors en mesure de proposer des services haut débit de détail dans les zones où ils ne sont pas présents au titre du dégroupage.

France Télécom proposent deux offres de gros de type bitstream :

- l'offre de bitstream régional, régulée, qui suppose que l'opérateur a raccordé plusieurs points de livraison régionaux, et qui se décline en trois modalités :
 - « bitstream classique » si l'abonné conserve un abonnement au service téléphonique classique
 - « bitstream ADSL nu » si l'abonné n'a plus d'abonnement au service téléphonique classique
 - « DSL-E » (DSL-Entreprise), qui est une offre à débit garanti à destination d'un usage professionnel, sur un accès sans abonnement au service téléphonique
- l'offre de bitstream national, livrée en région parisienne pour les FAI n'ayant pas déployé de réseau. Cette offre n'est plus régulée depuis septembre 2006, et son parc d'accès diminue rapidement.

ATM (*Asynchronous Transfer Mode*) : technique de transmission à haut débit permettant de multiplexer des flux de données sous forme de paquets (nommés cellules ATM) en mode connecté avec une qualité de service garantie.

DSL (*Digital Subscriber Line*) : technologie permettant d'utiliser les lignes de cuivre raccordant les clients du réseau téléphonique commuté (RTC) pour des transmissions de flux de données à haut débit sous forme de paquets.

IP (*Internet Protocol*) : Protocole de base utilisé sur Internet pour la transmission des données. Il définit la façon d'organiser les paquets d'information pour pouvoir les acheminer sur le Web.